



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIERES COGNARD SAS

2 Impasse des Royes
71130 Gueugnon

Références : AC/NM/2026/C_99 Lettre recommandée avec AR N°880001392273214J
Code AIOT : 0005426365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement SABLIERES COGNARD SAS implanté Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES COGNARD SAS
- Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005426365
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2017 pour une durée de 19 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.6	Demande d'action corrective	3 mois
9	Destination des matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.9.2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.5.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.2.3	Sans objet
4	Bilan périodique	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.4.1	Sans objet
11	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.5.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé de nombreuses non-conformités aux prescriptions de l'arrêté préfectoral

d'autorisation du 5 octobre 2017 dont certaines majeures car ne respectant pas les limites d'extraction autorisées.

L'exploitant semble avoir des difficultés pour exploiter la carrière notamment en raison des espèces protégées présentes sur les surfaces exploitables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées

Prescription contrôlée :

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers de « lit majeur »). Le tonnage total de matériaux à extraire est de 2 153 880 tonnes .

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 165 000 tonnes/an au maximum la première année, avec une production moyenne autorisée de 150 000 tonnes/an, la première année avec une diminution de 2 % par an calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté et selon les données du tableau suivant :

Phases	Années	Volume de gisement (m3)	T o n n a g e (t o n n e s)	Réduction de 2 % par an de production
1	1	83333	150000	
1	2	81667	147000	
1	3	80033	144060	
1	4	78433	141179	
1	5	76864	138355	
2	6	75327	135588	
2	7	73820	132876	

2	8	72344	130219	
2	9	70897	127614	

La cote minimale d'extraction est de 227,4 m NGF

Constats :

Selon les données fournies par l'exploitant le jour de la visite, les quantités extraites annuellement depuis 2018 sont inférieures aux quantités annuelles maximales à extraire autorisées (incluant une réduction annuelle de 2 %).

Les données d'extraction annuelles fournies par l'exploitant le jour de la visite sont différentes de celles des déclarations GEREP.

En 2024: 116 000 tonnes extraites déclarées sur GEREP contre 108401 tonnes selon le tableau fourni le jour de l'inspection.

En 2023: 126000 tonnes extraites déclarées sur GEREP contre 117098 tonnes selon le tableau fourni le jour de l'inspection.

Selon le dernier plan d'exploitation relevé en décembre 2025, la cote minimale d'extraction est à 230 m NGF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les données d'extraction de l'exploitant mises à disposition de l'inspection doivent être en cohérence avec les quantités extraites déclarées sur l'application GEREP.

Les éventuelles quantités de matériaux sablo-graveleux extraites mais non commercialisables entrent dans les quantités totales extraites autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Distance d'éloignement

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin.

En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.

Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

La distance minimale séparant les limites de l'extraction des limites du lit mineur s'établit à 70 m.

<p>Constats :</p> <p>Selon le dernier plan d'exploitation de décembre 2025, les limites d'extraction sont à plus de 10 mètres des limites de la surface autorisée.</p> <p>En partie sud-ouest (concerne la surface extraite en phase 1), le retrait de 70 mètres minimum des bords supérieurs de l'excavation avec le bord du lit mineur de l'Arroux (correspondant à la limite d'autorisation) est respecté.</p> <p>En partie ouest (concerne la surface extraite en phase d'exploitation 2 en cours), le retrait minimum de 70 mètres minimum avec le bord du lit mineur de l'Arroux (correspondant à la limite d'autorisation) n'est pas respecté. Il est de 50 m environ sur une longueur de 190 mètres de linéaires de bords d'extraction.</p> <p>Par ailleurs, le bord supérieur de l'extraction au nord des surfaces exploitables (concerne les phases 2 et 4) doit avoir un retrait progressif jusqu'à 100 mètres avec la limite d'autorisation correspondant au bord de l'Arroux (lit mineur) selon le dossier de demande d'autorisation et les plans en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Non conforme: la limite d'extraction des surfaces mises en exploitation en phase 2 ne respecte pas le retrait minimum de 70 mètres avec la limite d'autorisation correspondant au bord du lit mineur de l'Arroux (rive gauche).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La limite d'extraction au nord-ouest de la surface exploitable (et qui concerne la phase 2) doit avoir un retrait minimum de 70 m environ avec la berge gauche de l'Arroux.</p> <p>Selon les plans de phasage en annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 octobre 2017 (plans issus du dossier de demande d'autorisation de 2017) cette distance de retrait par rapport aux limites de l'emprise autorisée doit atteindre jusqu'à 100 mètres en limite nord (concerne les limites d'extraction en phases 2 et 4)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Piquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définit à l'article 2.2.8.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>

À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

Constats :

L'exploitant n'a pas procédé au piquetage des limites d'extraction autorisées qui permettent de tenir compte des différentes distances de retrait prescrites (10 m, 70 m et 100 m) selon les zones exploitables.

Non conforme: absence de piquetage matérialisant la limite des travaux d'extraction (y compris les travaux de décapage) notamment dans les surfaces en cours d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A minima dans les zones en cours d'exploitation (ou le long de toutes les limites de la surface de la phase en cours), un piquetage doit être mis en place afin de matérialiser la limite des travaux d'extraction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bilan périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 10.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Ce plan et ses annexes sont réalisés chaque année avant le 1 février et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 17 décembre 2025 par un géomètre externe. Ce plan orienté à l'échelle 1/1250 comporte globalement toutes les informations requises. Ce plan a été validé par un géomètre expert le 9 mars 2026. Néanmoins pour plus de compréhension, il est demandé de fournir à l'inspection un plan schématique sur fond blanc avec les surfaces précisées ci-dessous.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan schématique d'exploitation et de remise en état à une échelle adaptée sur un format A4 ou A3 synthétisant par des fonds couleurs différents les surfaces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décapées non encore extraites le cas échéant, - en cours d'extraction, - en cours de remise en état, - remise en état définitivement, - ayant fait l'objet d'un défrichement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue, en liaison avec un hydrogéologue ou selon le projet mentionné dans la demande d'autorisation, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 3 piézomètres situés en aval et en amont de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau de surveillance comporte actuellement 6 piézomètres. Ils sont implantés en périphérie de la surface d'exploitation dans l'emprise autorisée. Piézomètres amont: PZ2, PZ3 et PZ6 Piézomètres aval: PZ1, PZ4 et PZ7 Le piézomètre PZ7 a été nouvellement créé en remplacement du piézomètre PZ5 démantelé car situé à l'intérieur de la surface exploitable.</p> <p>Non conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la tête du PZ3 a été heurtée par un engin, il n'est actuellement plus exploitable,

<ul style="list-style-type: none"> - le PZ3 ne figure pas sur le dernier plan d'exploitation de la carrière, - selon le rapport de surveillance des hautes eaux souterraines du premier semestre 2025, la tête du PZ7 n'a pas été nivelée et le niveau d'eau de la nappe souterraine ne peut pas être ramené en niveau NGF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apportera les actions correctives nécessaires pour un retour à la conformité des 3 points listés non conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zones humides
Prescription contrôlée : Dans le cadre des mesures de compensation des zones humides perdues lors des travaux, l'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des pièces justificatives relatives à leurs mises en œuvre. Les surfaces compensées sont obtenues par les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • la création de deux roselières par remblaiement de zones avancées de hauts fonds sur les berges Nord et Sud du plan d'eau (voir plan de remise en état en annexe 3), • par le profilage des berges finales, • et par le maintien en place des anciennes gravières.
Constats : Les mesures de compensation des zones humides perdues lors des travaux mises en œuvre sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • création d'une zone de hauts fonds en pointe sud de la surface exploitée par remblayage des berges avec des déchets inertes d'extraction mais sans plantation de roseaux (absence de végétation), • les berges sud ont été profilées selon une pente assez douce, • les deux anciennes gravières dans l'emprise autorisée au sud-est et en partie centrale n'ont pas été exploitées. Non conforme: la roselière en pointe sud n'est pas finalisée en l'absence de plantation de roseaux sur les surfaces de hauts fonds.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant finalisera la création de la roselière en limite sud en plantant des roseaux.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec le plan de phasage. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent leurs qualités agronomiques. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède au décapage des surfaces recouvrant le gisement recherché avant son extraction. Les matériaux décapés sont des terres végétales puis des argiles sableuses. Les terres végétales sont mises en stocks provisoirement autour des surfaces exploitées. Les argiles sableuses (déchets inertes d'extraction) sont réutilisées au fur et à mesure de leur excavation pour la remise en état de la carrière (remblayage de berges et création de zones de hauts fonds) et pour les mesures compensatoires hors du périmètre autorisé (notamment le renforcement des berges d'un ancien plan d'eau "trou du lait" au nord du site et la recréation de prairie mésophile permettant la reprise du trèfle semeur). Cependant, deux stocks de terres végétales ont des hauteurs supérieures à 2 mètres (4 à 5 mètres environ).</p> <p>Non conforme: des stocks de terres végétales ont des hauteurs dépassant les 2 mètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les hauteurs des stocks de terres végétales non conformes sont à réduire pour ne pas dépasser 2 mètres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site en annexes 2 et 3 du présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.</p> <p>L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique, puis les matériaux sont évacués (ou stockés provisoirement pour égouttage) vers le site de traitement de « Petit Chazey » situé au Nord de l'emprise d'autorisation, par un convoyeur à bande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'extraction est réalisée sur les surfaces de la phase 2.1 d'exploitation situées au nord-ouest.</p> <p>La surface de la phase 1 a été exploitée précédemment (partie sud-ouest).</p> <p>La surface de la phase 2.2 (partie sud est) a été exploitée avant la surface de la phase 2.1.</p> <p>La surface de la phase 3 (partie nord-est) a été partiellement exploitée.</p> <p>Le phasage du dossier n'est pas respecté en raison du retard pris par l'exploitant dans l'application des mesures de réduction et de compensation visant à protéger le trèfle semeur (espèces réglementairement protégées au titre du code de l'environnement) présent notamment sur les surfaces exploitables en phase 2.1 et en périphérie des surfaces exploitables (délaisés en bord d'Arroux).</p> <p>L'exploitation est réalisée avec remise en état des surfaces exploitées de manière coordonnée (notamment en partie sud celles concernant la phase 1).</p> <p>L'extraction est réalisée à la pelle hydraulique. Les matériaux commercialisables sont acheminés vers l'installation de traitement de l'exploitant située au nord du site par un convoyeur à bande.</p> <p>Il a été constaté la présence dans l'emprise autorisée de différents stocks de matériaux d'extraction provenant d'autres carrières du groupe BOUHET.</p> <p>Non conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le phasage d'exploitation n'est que partiellement respecté, - l'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet les modifications de phasage effectuées et leurs justifications, - présence de stocks de matériaux provenant d'autres carrières du groupe BOUHET (Baugy et Chalmoux).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance du préfet la modification du phasage d'exploitation effectuée avec tous les justificatifs et éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>L'apport de matériaux extérieurs n'est pas autorisé sur le site de la carrière de Gueugnon. Les matériaux présents doivent être évacués de l'emprise autorisée de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Destination des matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il précise le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre permettant de tracer la destination et l'usage des matériaux qui ont fait l'objet d'un traitement sur le site voisin (criblage et lavage). Chaque vente ou chargement est indiqué sur le registre. Le registre précise la date, la destination (lieu du chantier), le type (granulométrie) et la quantité (en tonne) de matériaux sortant de l'installation de traitement. Le registre ne précise pas le mode de transport (PL, remorque VL) ni le nom de la société qui effectue le transport (par poids lourds notamment) ni l'usage effectif des matériaux expédiés. Chaque mouvement fait l'objet d'un bon de sortie. Les matériaux expédiés sont à 70 % destinés à la fabrication locale de béton. Le reste est employé en matériaux de drainage et de réalisation de couche de fond de tranchée.</p> <p>Non conforme: le registre de destination et d'emploi des matériaux alluvionnaires n'est pas complet (voir ci-dessus)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le registre de destination et d'emploi des matériaux alluvionnaires est à compléter des informations manquantes précisées dans les constats ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de phasage et de remise en état en annexe 2 et 3 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).</p>
<p>Constats :</p> <p>La phase 1 de remise état consistant à renforcer les berges du plan d'eau au nord du site autorisé par remblayage avec des déchets inertes d'extraction et création d'une prairie est achevée.</p> <p>Cette fin de phase de remise en état n'a pas été notifiée à l'inspection.</p> <p>Non conforme: absence de notification de l'achèvement d'une phase de remise en état à l'inspection</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès la fin des travaux de remise en état par phase, l'exploitant notifiera à l'inspection l'achèvement des travaux de remise en état de la phase considérée avec tous les justificatifs nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2017, article 2.5.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Globalement, la remise en état du site consiste en la création d'un plan d'eau à vocation de loisirs. Elle comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la sécurisation des berges, • la mise en sécurité de l'ensemble du site, • des plantations et végétalisation, en particulier pour reconstituer des prairies et des roselières, • le modelage des berges en s'efforçant de maintenir une diversification de son contour, • le remblaiement d'une partie des berges avec les matériaux de découverte issus de l'exploitation uniquement, • l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site, • le remblayage destiné au renforcement de la berge Nord du plan d'eau à l'extérieur de l'emprise. <p>Le remblayage d'une partie des berges est géré de manière à assurer la stabilité physique des</p>

terrains remblayés et au bon écoulement des eaux.
<p>Constats :</p> <p>Au stade actuel de l'exploitation, une partie de la remise en état est effectuée:</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan d'eau (surface phase 1), - renforcement de berges de l'ancien plan d'eau au nord du site autorisé et création d'une prairie mésophile sur la surface reconstituée (phase finalisée), - hauts fonds (berge sud en phase 1); <p>La phase 1 de la remise en état (indiquée sur le plan d'exploitation phase 1) correspondant au renforcement de la berge du plan d'eau au nord du site autorisé et à la création d'une prairie sur la surface reconstituée est achevée. Cette phase doit être notifiée à l'inspection.</p> <p>La phase 2 de remise en état (indiquée sur le plan d'exploitation phase 2) n'est pas finalisée en particulier le remblayage des berges, la création d'une rampe de déversement permettant d'alimenter la gravière en période de crue, d'une prairie et d'une roselière (en partie sud-ouest) ne sont pas achevés d'après le dernier plan d'exploitation fourni par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant notifiera à l'inspection la fin de la remise en état de la phase 2 dès qu'elle sera terminée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite